



La Réunion fortement touchée

En 2009, dans un contexte international de récession économique et dans un environnement local fragilisé par la forte baisse d'activité dans le BTP, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion exprimé en monnaie constante a chuté de 2,7 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. La croissance 2009 enregistre ainsi son plus mauvais résultat depuis 1993. Elle est inférieure de près de six points à celle de 2008. Elle est proche de celle de la France qui s'établit à - 2,6 %.

L'évolution du PIB en valeur (- 2,5 %) est à peine supérieure. Il a diminué de 370 millions d'euros pour s'établir à 14,4 milliards d'euros. La hausse moyenne des prix des composantes du PIB est estimée à 0,3 %. Elle est tirée vers le bas par les prix des importations (- 2,1 %) en particulier des produits pétroliers (- 16,5 %), tandis que l'évolution des prix à la consommation a connu une accalmie par rapport à 2008 (+ 0,5 %) et que les prix des investissements baissent (- 1,4 %).

L'investissement s'écroule

Les trois principaux piliers de l'investissement rencontrent de grosses difficultés. Les travaux publics connaissent un trou d'air important après la fin du chantier de la route des Tamarins et le retard ou l'annulation des projets devant prendre le relais (tram-train, pôle océan, Zénith...). L'impact sur le PIB avait été estimé à deux points de croissance en moins en 2009¹.

Le logement semble également à la peine. Les statistiques actuellement disponibles du Consuel indiquent une baisse importante de l'ordre de 14 % des livraisons.

Enfin, les achats de biens d'équipement sont en légère progression uniquement grâce à l'acquisition exceptionnelle de deux avions lourds. Hors avions, les importations de biens d'équipements chutent de 17,8 % en valeur et de 19,3 % en volume. Globalement, l'investissement est estimé en baisse de 7,8 %.

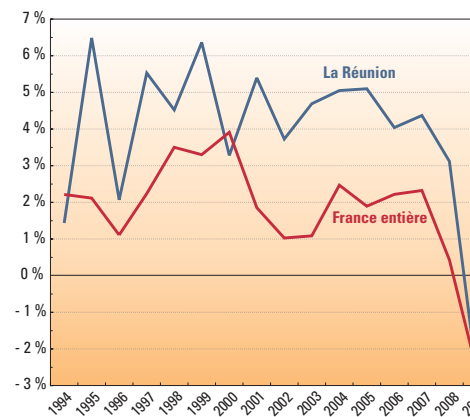
La consommation résiste

Les difficultés économiques ont provoqué une baisse de l'emploi salarié marchand et une hausse du chômage. La masse salariale distribuée dans les secteurs marchands est de ce fait en retrait de 3,5 %. Après la prise en compte du secteur public, l'évolution de la masse salariale demeure négative (- 0,4 %). Cette baisse est en partie compensée par l'explosion des prestations sociales de 9,0 %, en particulier des allocations chômage (+ 32,2 %).

Au total, le revenu disponible des ménages augmente de 1,8 %, ce qui a soutenu leur consommation. À prix constants, celle-ci croît de 1,0 %, en net ralentissement par rapport aux années précédentes.

Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance en volume, en %



Source : Insee - Comptes nationaux ; Cerom - Comptes rapides

Elle augmentait de 2,4 % en 2008 et de 4,6 % en moyenne entre 1998 et 2007.

La consommation finale des administrations, qui est restée dynamique (+ 3,6 %) a permis de limiter la baisse d'activité. Son impact sur le PIB est de + 0,9 point.

Les importations ayant diminué de 7,5 %, les entreprises, anticipant la baisse de la demande, ont fortement déstocké.

La demande extérieure n'a pas permis de soutenir l'activité : les dépenses des touristes n'ont pas augmenté et sont même en recul à prix constants (- 0,3 %). Les exportations sont en retrait de 3,5 %, principalement du fait de la baisse des produits des industries agroalimentaires, qui représentent près des deux tiers des exportations réunionnaises.

Le secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche) est le seul secteur dont la valeur ajoutée est en net progrès (+ 11 %). Le résultat agricole progresse de 10 % grâce à la prime bagasse. À l'inverse, la valeur ajoutée de la construction chute de près de 15 % et celle de l'industrie de 10 %, en particulier les secteurs liés à la construction (industrie des produits minéraux et industrie des biens intermédiaires). Les services marchands ont moins souffert (- 1 %).

Sous l'effet combiné de la récession et de la croissance démographique, le PIB moyen par habitant chute de 3,6 % en valeur et de 3,9 % à prix constants. ■

Michel BRASSET

Direction régionale de l'Insee

Le PIB et ses principales composantes en 2009

en milliards d'euros (valeur courante)	2009	Évolution 2009/2008 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	14,42	- 2,7	0,3	- 2,5
Consommation des ménages	9,34	1,0	0,9	1,9
Consommation des administrations publiques	5,69	2,3	1,3	3,6
Investissement	3,41	- 6,5	- 1,4	- 7,8
Importations de biens	4,18	- 5,5	- 2,1	- 7,5
Exportations de biens	0,26	- 2,4	- 1,2	- 3,5
Dépense des touristes	0,30	- 0,3	0,5	0,2

Source : Cerom - Comptes rapides

Comptes Rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

L'année 2009 marque la 5^e réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD, et l'ledom, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.





La remontée du chômage freine la consommation et les revenus

En 2009, la forte dégradation du marché du travail a durement impacté la consommation et le revenu des ménages réunionnais. Déjà en ralentissement l'année précédente, la consommation des ménages progresse de 1,9 % en valeur, soit une chute de 3,4 points par rapport à 2008. En monnaie constante, la consommation des ménages est en hausse de seulement 1,0 %, après 2,4 % en 2008. Entre 1998 et 2007, l'évolution moyenne atteignait 4,6 % par an.

Le ralentissement de la consommation se répercute sur les importations de biens de consommation, dont la valeur baisse de 6,8 %. Les plus touchés, l'équipement du foyer et l'édition, chutent respectivement de 14,8 % et 11,8 %, suivi de l'habillement (- 6,9 %). Les importations de produits de pharmacie, d'entretien et parfumerie augmentent de 1,3 %.

Le ralentissement de la consommation résulte du faible accroissement du revenu des ménages réunionnais. En 2009, le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse de 1,8 % en valeur, et correspond à l'évolution la plus faible de ces vingt dernières années. L'inflation

ayant été limitée cette année (+ 0,5 %), le RDBM augmente finalement de 1,3 % en volume.

Le faible niveau de hausse salariale combiné au dynamisme démographique réunionnais engendre un ralentissement du RDBM par habitant estimé à + 0,6 % en valeur, soit une stagnation à prix constants.

Les ménages ont également été confrontés à la difficulté d'accès au crédit, suite à la crise financière. Les achats importants se sont donc réduits, et le marché de l'automobile a été particulièrement touché. Ainsi, la diminution des ventes de véhicules de tourisme, amorcée en 2008, se poursuit en 2009 (- 10 %). Anticipant cette baisse, les importateurs ont réduit leurs commandes en valeur de près de 22 %.

Baisse importante de la masse salariale dans le BTP

Principale composante du revenu, la masse salariale décroît globalement de 0,4 % en valeur. La hausse du smic horaire brut de 1,26 % versée aux bas salaires du

secteur privé est plus faible qu'en 2008 (+ 3,2 %). Le secteur de la construction, le plus touché suite au ralentissement de l'activité (un emploi sur cinq a disparu), a perdu 15,4 % de sa masse salariale. En lien direct, la masse salariale dans le secteur des produits minéraux se replie fortement (- 12,5 %). Dans le secteur secondaire, seule la masse salariale de l'industrie de la viande et du lait progresse, de 1,8 %.

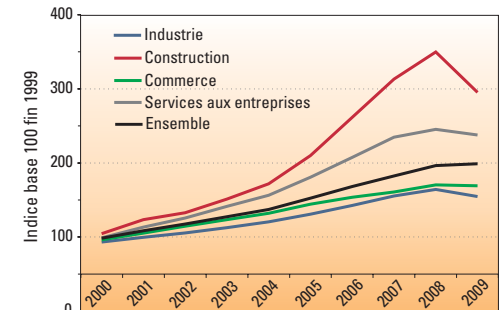
Dans le tertiaire, le commerce et la réparation automobile ainsi que les autres services aux entreprises tirent la masse salariale vers le bas, enregistrant des baisses respectives de 3,5 et 3,3 %. L'hôtellerie et la restauration reculent également de 2,5 %, après une progression de 6,6 % en 2008. A contrario, la masse salariale versée dans les autres services aux particuliers augmente de 5,6 %.

Dans le secteur public, la masse salariale croît de 3,2 % grâce aux revalorisations successives du point d'indice des fonctionnaires (+ 0,5 % en juillet 2009 suivi de + 0,3 % en octobre) et à l'augmentation des dépenses de personnel des collectivités locales.

Hausse record des prestations versées par les Assedic

Les prestations sociales constituent une part importante du revenu des ménages réunionnais. En 2009, le montant en espèces versé aux ménages progresse à un taux record de 9,0 %. Conséquence directe de la très forte dégradation du marché du travail, les montants distribués par les Assedic bondissent de 32,2 %, après 9,1 % en 2008. Ils s'élevaient à 450 millions d'euros, niveau jamais atteint auparavant.

Évolution de la masse salariale des secteurs marchands



Source : Insee - Epure

Les prestations versées par la Caisse d'allocations familiales évoluent peu, de 1,9 %, très en deçà des évolutions constatées aux débuts des années 2000. Enfin, malgré l'arrivée à la retraite de générations plus nombreuses, le montant des retraites versées progresse plus faiblement que l'année précédente (+ 5,1 % après + 6,2 % en 2008). Toutefois, le milliard d'euros versés a été franchi en 2009.

Mis en place au 1^{er} mars 2009, le Revenu supplémentaire temporaire d'activité est alloué aux personnes sous contrat de travail dont le revenu brut est inférieur ou égal à 1,4 Smic. Les prestations versées s'élevaient en 2009 à 36 millions d'euros. Ce complément contribue très légèrement à l'augmentation globale des prestations sociales en espèces. ■

Cédric RÉALE
Direction régionale de l'Insee

Évolution du revenu disponible des ménages (%)

	TOTAL		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2008-2009	1,8	1,3	0,6	0,0
Moyenne annuelle 1999-2009	6,0	4,0	4,5	2,5

Source : Cerom - Comptes rapides

Le revenu disponible brut des ménages additionne les revenus d'activité perçus par les ménages (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leur sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).



L

a baisse des prix des produits pétroliers modère l'inflation

L'inflation a été relativement faible en 2009, puisque les prix n'ont augmenté que de 0,5 % à La Réunion en moyenne annuelle. Ce taux est le plus bas observé ces vingt dernières années. Il fait suite à une année 2008 record où la hausse des prix avait atteint 2,9 %, qui correspondait au plus haut niveau enregistré depuis 1993. En France métropolitaine, la montée des prix est également très modérée en 2009, avec un taux de 0,1 %, après 2,8 % en 2008. Aux Antilles, les prix à la consommation baissent en 2009, de 0,6 % en Martinique et 0,1 % en Guadeloupe. En Guyane, ils augmentent légèrement, de 0,6 %.

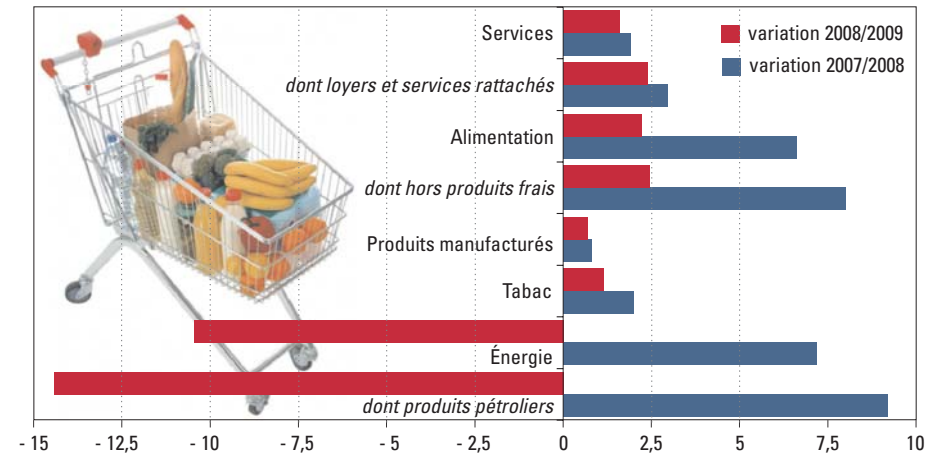
La diminution des prix de l'énergie, après l'envolée de 2008, contribue principalement au ralentissement de l'inflation. Ainsi, les prix des produits pétroliers chutent de 14,4 %, après la forte hausse de 9,2 % en 2008. Au final, les réductions successives du tarif des produits pétroliers de février, puis de mars (- 14,5 % pour cette période)

et les légères augmentations intervenues à partir de septembre ramènent les prix à la pompe à un niveau quasiment équivalent à celui de 2005. La contribution de la baisse des prix des produits pétroliers sur l'inflation annuelle est de - 0,8 point.

La montée des prix dans les services a eu le plus fort impact à la hausse en 2009, car ils pèsent pour plus de 40 % dans le budget des ménages. Malgré tout, les prix des services ont moins augmenté que l'année passée (+ 1,6 % après + 1,9 %). La hausse des loyers et services rattachés reste importante mais ralentit pour la troisième année consécutive (+ 2,4 % après + 3,0 %). Après une forte augmentation en 2008, les prix des transports et communications évoluent modérément (+ 1,3 % après + 4,9 %).

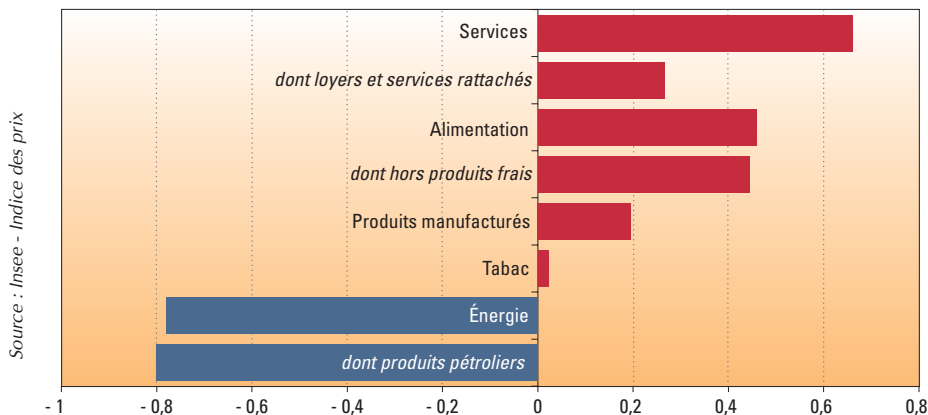
L'alimentation, qui pèse pour près d'un cinquième dans le budget réunionnais moyen, renoue avec une inflation similaire aux années antérieures à 2008, avec une

Variation des prix en moyenne annuelle (%)



Source : Insee - Indice des prix

Contribution des postes à l'évolution des prix en 2009 (points)



Source : Insee - Indice des prix

hausse de 2,2 %. Les prix de l'alimentation hors produits frais progressent de 2,4 %, après une année 2008 très inflationniste (+ 8,0 %). A contrario, les prix des produits frais sont restés quasi stables sur l'année (+ 0,7 %). Ainsi, leur envolée en début d'année (+ 14 % entre janvier et avril), qui résulte des fortes pluies et du cyclone Gaël en février, est compensée par la baisse quasi continue des prix qui s'en est suivi.

L'évolution des prix des produits manufacturés est proche de celle de l'an passé (+ 0,7 %). Les tarifs des produits de santé continuent à décliner dans la même proportion que l'année précédente (- 1,1 %) mais le poste habillement repart à la hausse après une légère baisse en 2008 (+ 1,3 % après - 0,3 %).

Cédric RÉALE
Direction régionale de l'Insee

Liste Cospar

L'impact de la baisse des prix des produits de la liste "Cospar" (Collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion) n'est pas mesurable au travers de l'indice des prix. Plus de 250 produits, considérés comme étant de première nécessité, ont en effet bénéficié de remises allant de 5 % à 20 %, à compter du 8 avril 2009. Un effet peut être perceptible au travers d'une légère baisse des prix des produits alimentaires hors produits frais de 1,3 % entre avril et juin. Cette baisse étant toutefois limitée par la hausse de l'octroi de mer sur l'alcool au 1^{er} avril. Depuis août, les prix sont repartis à la hausse (+ 1,1 % jusqu'en décembre).

98 500 allocataires de minima sociaux à la CAF

En 2009, 140 000 allocataires¹ ont touché une prestation considérée comme minimum social à La Réunion, en diminution de 1,1 % sur un an. Mais le montant total versé est en augmentation de 12 millions d'euros (+ 1,6 %). Plus de 70 % des prestations sont allouées par la CAF, qui dénombre près de 98 500 allocataires bénéficiant d'au moins un minimum social². Même si ce nombre est en légère diminution ces dernières années, la précarité à La Réunion demeure très importante.

Parmi les différentes prestations, les allocataires du revenu minimum d'insertion sont les plus nombreux (65 600). Comme en 2008, leur nombre, ainsi que le montant versé, diminuent. Pour la première fois depuis sa mise en place en 2002, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité diminue également, le nombre d'"entrants" dans le dispositif ayant été inférieur à celui des "sortants".

À l'inverse, le nombre d'allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) progresse toujours fortement (+ 3,8 % en 2009 après + 4,1 % en 2008), la suppression de la "condition d'inactivité" n'ayant pas eu d'effet marquant sur le nombre d'allocataires. Les montants versés ont augmenté plus rapidement, de 10 %, suite à la revalorisation de l'AAH votée pour 2009. La hausse du nombre d'allocataires de l'allocation de parent isolé s'accroît en 2009 (+ 3,5 % en 2009 après + 1,3 % en 2008).

L'Allocation de solidarité aux personnes âgées a été revalorisée en 2009, passant de 633 à 677 € par mois. Par conséquent, bien que le nombre d'allocataires diminue légèrement (- 1,8 %), le montant versé augmente. Enfin, le nombre d'allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique diminue de 5,2 % en 2009, après - 8,0 % en 2008. ■

Stéphanie LIEUTIER
Direction régionale de l'Insee

¹ Un allocataire = une personne pour un type de prestation.

² RMI, RSO, AAH, API.

Nombre de prestations et montants versés des principaux minima sociaux au 31 décembre 2009

	Allocataires		Montant*	
	Nombre	Évol. 2008/2009 (%)	Millions d'euros	Évol. 2008/2009 (%)
TOTAL	140 049	- 1,1	771,5	1,6
Rev. minimum d'insertion	65 626	- 1,8	366,0	- 0,6
Alloc. adulte handicapé	12 034	3,8	88,1	10,0
Allocation parent isolé	13 720	3,5	69,9	6,4
Revenu de solidarité	7 274	- 1,2	41,1	1,9
Allocation de solidarité aux personnes âgées	29 909	- 1,8	139,2	1,5
Alloc. solidarité spécifique	10 628	- 5,2	65,5	- 2,0
Autres**	858	- 5,1	nd	nd

* hors "autres".

nd = non disponible

** Allocation supplémentaire d'invalidité ; Allocation d'insertion ; Allocation équivalent retraite-remplacement.

Sources : CAF Réunion ; Pôle emploi ; CGSS ; Assedic ; CDC Bordeaux.

Une nouvelle prestation : le RSTA

Mis en place en 2009, le revenu supplémentaire temporaire d'activité, versé par l'État, a pour but de soutenir le pouvoir d'achat des salariés des départements et collectivités d'Outre-mer. Il concerne les personnes qui ont un contrat de travail et dont le revenu brut est inférieur ou égal à 1,4 Smic. Les premiers allocataires ont commencé à bénéficier de l'aide en juillet pour le premier trimestre 2009. Au 31 décembre 2009, 144 000 versements trimestriels ont été effectués à La Réunion à hauteur de 36 millions d'euros.



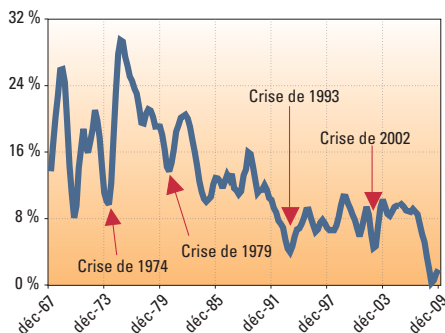
U ne année 2009 difficile pour les banques réunionnaises

L'année 2009 a enregistré un fort ralentissement de l'activité bancaire, que ce soit en matière de collecte ou d'octroi de crédits. Parallèlement, la montée des risques de crédit a impacté négativement la rentabilité des établissements de crédit implantés à La Réunion, en fort recul par rapport aux dernières années.

Le plus fort repli de la collecte d'épargne depuis plus de quarante ans

La collecte de ressources a ainsi enregistré une forte diminution de son rythme de progression au cours de l'exercice 2008 en liaison avec la crise financière internationale. Elle s'est accentuée en 2009 avec le ralentissement de l'activité qui a touché le département. Au plus bas, en mars 2009, les actifs financiers collectés diminuaient de 0,1 % à 9,944 milliards d'euros.

Évolution en glissement annuel des placements totaux



Source : Iedom Réunion

La crise financière puis économique des années 2007-2009 constitue la plus forte correction des marchés financiers enregistrée jusqu'à présent. En effet, une baisse d'une telle ampleur de la collecte de ressources n'a jamais été enregistrée au cours des quatre dernières décennies dans le département, que ce soit au cours des deux premiers chocs pétroliers où pendant les crises financières de 1992-1993 ou de 2001-2002.

L'épargne totale collectée par le système bancaire local s'élève ainsi à 10,4 milliards d'euros à fin décembre 2009, en hausse de 2,3 % par rapport à fin 2008. Les dépôts à vue s'inscrivent néanmoins en hausse de 5,4 % à fin 2009, après avoir nettement reculé en fin d'année 2008 et au premier semestre 2009. De même, l'épargne à long terme détenue par les agents économiques réunionnais progresse nettement sur l'ensemble de l'année 2009 (+ 7,5 % soit + 249 millions d'euros) après avoir diminué de 2,4 % l'année précédente. Les placements sous forme de titres en portefeuille et sous forme d'assurance-vie ont notamment retrouvé les faveurs de la clientèle.

Inversement, les placements liquides, et notamment les comptes à terme, enregistrent une baisse de leur encours au cours de l'année 2009 au fur et à mesure de la consolidation des marchés boursiers et du fort abaissement des taux de marché, signe de la normalisation des marchés interbancaires. Les comptes à terme avaient notamment bénéficié en pleine crise financière en 2007 et en 2008 d'un regain d'intérêt, à la fois des épargnants pour leur sécurité en regard des placements boursiers, mais également des établissements bancaires pour lesquels ils ont représenté une possibilité de limiter leur besoin en refinancements interbancaires, à une époque de fortes tensions sur les marchés.

Un fort ralentissement des crédits consentis

Au cours de l'année 2009, l'encours total des financements consentis par les établissements de crédit implantés à La Réunion ralentit fortement pour s'établir à fin décembre 2009 à 17,3 milliards d'euros, en hausse de 1,9 %, contre 8,2 % en 2008. Le mouvement de ralentissement qui s'est amplifié en cours d'année 2009 avait débuté en milieu d'année 2006. Il faisait suite à quatre années d'accélération de la distribution de crédits entre 2002 et 2006.

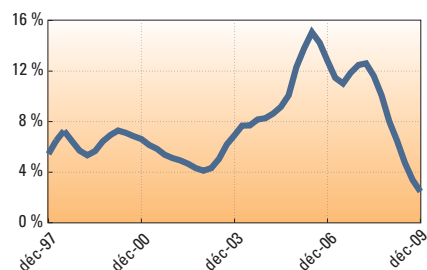
Le brusque ralentissement des encours de crédits enregistré en 2009 s'explique partiellement par une moindre demande de financement des entreprises, des ménages et des collectivités locales. Les entreprises ont en effet été touchées par le ralentissement de l'activité économique dans le département, ce qui a impacté leur situation financière, et conduit au report de décisions d'investissements. Les ménages, de leur côté, pâtissent de la situation économique d'ensemble qui provoque une aggravation de leurs indicateurs de vulnérabilité, entraînant un ralentissement de leurs achats de consommation (par exemple baisse des immatricu-

lations de véhicules automobiles neufs de 19,4 % en 2009). Simultanément, le marché immobilier s'est retourné à La Réunion comme en métropole ou aux États-Unis. Enfin, la fin des grands travaux d'infrastructure a limité la demande de financement des collectivités locales. La vigilance accrue des établissements de crédit dans l'octroi des concours à une clientèle d'entreprises et de particuliers fragilisée par la crise a également contribué à ralentir les octrois de crédit.

Une forte montée des risques

Les établissements de crédit ont parallèlement dû faire face à une forte montée des risques, qui s'est traduite par une hausse des créances douteuses brutes de 38,0 % en 2009 après + 19,4 % en 2008, pour atteindre un encours brut total de 983 millions d'euros. Cette dégradation de la qualité des encours, en lien avec la détérioration de la situation économique du département, doit cependant être relativisée. Si la forte progression des créances douteuses brutes observées au cours de cette crise est relativement atypique par son ampleur et sa durée en regard des précédentes évolutions de cet agrégat, leur poids au sein de l'ensemble des crédits consentis à la clientèle demeure néanmoins contenu. Les créances douteuses brutes représentent en effet 5,7 % des encours bruts de crédits totaux consentis à la clientèle par l'ensemble des établissements locaux de crédit, contre un minimum de 4,2 % l'année précédente. Ce taux retrouve ainsi son niveau des années 2000, soit nettement en dessous des niveaux atteints à la fin des années 1990. Pour mémoire, ce taux s'établit à 6,9 % en Martinique, 7,9 % en Guadeloupe, mais seulement 3,1 % en France métropolitaine¹.

Variation annuelle de l'ensemble des concours consentis



Source : Iedom Réunion

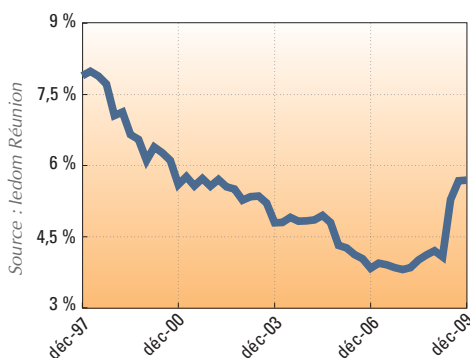
¹ Source : Banque de France



Sh

Système bancaire

Poids des créances douteuses brutes dans les crédits totaux



Une combinaison de facteurs qui détériore la rentabilité des banques

Les principales banques de la place présentent des performances financières très contrastées. Alors que leur produit net bancaire s'inscrit en hausse de 8,2 % à 357,9 millions d'euros en 2009, leur résultat net après impôt est déficitaire pour la première fois depuis le début des années 90. Pour mémoire, ce dernier s'était établi à 82,8 millions d'euros en 2008. Ce déficit s'explique néanmoins uniquement par les difficultés d'un seul établissement ; les résultats des autres banques demeurant globalement similaires à ceux des années précédentes.

La hausse du produit net bancaire s'explique notamment par le redressement des marges sur les opérations de crédit, grâce à une moindre répercussion de la baisse du coût des ressources sur le rendement des fonds prêtés. En revanche, les commissions prélevées auprès de la clientèle se sont contractées en 2009 en raison du recul de la production de nouveaux crédits, et de

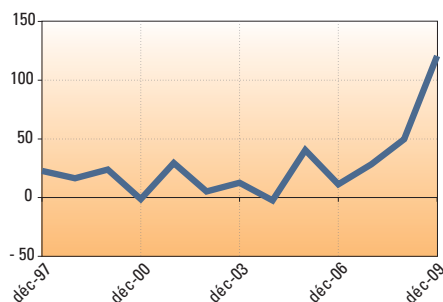
l'abaissement de la tarification de certaines prestations.

Le recul du résultat net des banques s'explique par la très forte hausse du coût du risque consécutive à la dégradation de la situation économique d'ensemble. Le coût du risque, qui comprend le provisionnement en capital des créances ou des engagements de hors bilan douteux et litigieux, le provisionnement des risques pays et le provisionnement pour risques et charges, progresse de + 142,6 % entre 2008 et 2009 pour s'établir à 120 millions d'euros contre 50 millions d'euros en 2008.

Le même enseignement peut être retiré de l'analyse de la rentabilité des sociétés financières locales intervenant dans le département, qui enregistrent une baisse de leur produit net bancaire (- 12,8 %). Elle est due au recul de la consommation des ménages et de la demande de financement des entreprises, une hausse de leur coût de provisionnement du risque (+ 233 %), et par voie de conséquence une forte diminution de leur résultat net (- 80,7 %). Il demeure néanmoins positif dans l'ensemble. ■

Frédéric ARHAN-HOARAU
Iedom Réunion

Coût du risque net des principales banques (en millions d'euros)



Source : Iedom Réunion

L

Le recul de la demande entraîne la chute des importations

S'inscrivant dans un contexte de contraction du commerce international, le commerce extérieur de La Réunion est en baisse en 2009. Globalement, les importations ont diminué de 7,5 %, ce qui n'était pas arrivé depuis 1993, et les exportations de 3,5 %.

Les importations réunionnaises 2009 ont pourtant été relevées par l'acquisition de deux avions lourds, d'une valeur totale de 273 millions d'euros. Sans ces achats exceptionnels, la baisse des importations atteindrait 13,5 %.

Finalement, le déficit commercial de La Réunion diminue de 7,8 % en 2009. Le taux de couverture des importations par les exportations progresse légèrement, pour s'établir à 6 %.

Les ménages reportent leurs gros achats

Les importations de biens de consommation durables à destination des ménages diminuent en 2009. Les entreprises commerciales réduisent leurs stocks et anticipent ainsi le comportement des ménages en période de crise. Ils sont confrontés au durcissement de l'accès au crédit et à l'incertitude de l'évolution de leurs revenus. Le commerce automobile est le plus affecté, les importations en valeur ayant chuté de 24,0 % en 2009. Parallèlement, les biens d'équipement du foyer sont en repli de 13,7 %, et plus particulièrement les meubles, qui reculent de 21,0 %.

Importations et exportations de La Réunion par produit en valeur

	Importations		Exportations	
	2009 (p) (millions d'€)	Évolution (p) 2008/2009 (%)	2009 (p) (millions d'€)	Évolution (p) 2008/2009 (%)
Produits agricoles, sylvicoles	83,0	- 10,6	6,1	- 4,0
Industries agricoles et alimentaires	643,2	- 0,5	156,7	- 3,1
- dont sucre	1,0	- 1,9	78,9	- 3,7
Industrie des biens de consommation	822,7	- 6,8	9,1	- 7,8
Industrie automobile	463,4	- 24,1	20,1	- 1,7
Industries des biens d'équipement	875,0	27,5	31,4	27,3
- dont hors avions	601,9	- 12,3	31,4	27,3
Industries des biens intermédiaires	876,3	- 11,2	26,8	- 26,5
- dont Industrie des produits minéraux	96,6	- 18,9	0,6	2,3
Combustibles et carburants	396,0	- 33,1	0,3	87,4
Autres	12,4	- 21,6	0,1	- 49,8
TOTAL	4 176,2	- 7,6	250,7	- 3,5

Source : Douanes

(p) provisoire



Ce

Commerce extérieur

Les produits de consommation courante sont moins affectés. Ainsi, les importations de produits pharmaceutiques et de produits agroalimentaires sont stables en valeur, ces derniers progressant de 2 à 3 % en volume. Les viandes et les autres produits agroalimentaires augmentent modérément en valeur (respectivement de 3,8 % et de 1,6 %), compensant le recul des importations de boissons (- 9,8 %). Les articles d'habillement diminuent de 6,8 %. Au total, les importations de biens de consommation (y compris les IAA) sont en retrait de 4,1 %.

Les importations de biens intermédiaires et d'investissement en berne

Les importations destinées principalement aux entreprises chutent. Hors avions lourds, les biens d'équipement accusent une baisse

de 12,3 %. En particulier, les importations d'équipements mécaniques plongent de 30,6 %. Néanmoins, même sans comptabiliser les avions, les importations de matériel de transport continuent de progresser en raison d'une augmentation des achats de bateaux.

Les biens intermédiaires s'inscrivent en repli de 11,1 %, en particulier les importations destinées à la construction comme les produits minéraux (- 18,9 %) et les produits de la métallurgie et de la transformation des métaux (- 32,5 %). Les matériaux du textile, du bois/papier et de la chimie sont aussi en recul. Seuls les composants électriques et électroniques maintiennent leur essor (+ 31,5 %).

En lien avec la consommation des ménages et l'activité des entreprises, les importations de carburants se réduisent d'un tiers. Le reflux des prix, après la flambée de 2008,

Fournisseurs : La Chine tire son épingle du jeu

En 2009, le classement des premiers pays fournisseurs de La Réunion est peu modifié par rapport aux années précédentes, à l'exception des États-Unis qui se placent cette année en deuxième position grâce à leurs ventes d'avions. Globalement, les importations en provenance des pays européens sont en net recul, pénalisées par la morosité du marché automobile. Singapour, premier fournisseur de produits pétroliers de La Réunion, subit la chute des importations de carburants. La Chine est le seul grand fournisseur dont les importations augmentent, bénéficiant de la hausse des achats d'équipements électriques et électroniques ainsi que de matériel de transport (hors automobiles).

Dans la zone Océan Indien, les importations en provenance de Maurice progressent, mais restent marginales, elles représentent moins de 1 % des importations réunionnaises.

Importations par pays en valeur

Principaux fournisseurs	2009 (p) (millions d'€)	Évolution 2008/2009 (%) (p)
France métropolitaine	2 262,1	- 10,1
Union européenne hors France	499,2	- 25,6
- dont Allemagne	129,7	- 20,6
États-Unis	305,5	1 046,8
Singapour	293,3	- 33,6
Chine	234,2	1,0
Afrique du Sud	114,5	- 18,1
Iles de l'Océan Indien*	51,0	39,8

Source : Douanes

(p) provisoire

* Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Seychelles.



Exportations par produit en valeur

Principaux clients	2009 (p) (millions d'€)	Évolution 2008/2009 (%) (p)
France métropolitaine	108,9	7,1
Iles de l'Océan Indien*	50,6	-6,5
- dont Mayotte	25,3	-7,6
- dont Madagascar	16,2	-10,3
- dont Maurice	7,2	-1,8
Union européenne hors France	36,2	-16,6
Hong-Kong	9	62,5
Inde	7,9	-28,8
États-Unis	7,3	-12,9

Source : Douanes (p) provisoire

* Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Seychelles.

contribue autant à cette baisse que la réduction des volumes importés.

Parmi les produits manufacturés destinés aux ménages, seules les importations de téléphones mobiles, d'autres équipements de communication et de produits de beauté et d'entretien progressent significativement. Les produits agricoles décroissent de 10,6 % en raison de la chute des achats de céréales, en valeur et en volume.

Les exportations diminuent mais moins que les importations

Les exportations réunionnaises se replient de 3,5 % en 2009, notamment à cause du recul des exportations de produits des industries agricoles et alimentaires. Les exportations de sucre, qui représentent 31,5 % des exportations réunionnaises, baissent plus rapidement (- 3,7 %) que les

autres produits agroalimentaires. À l'inverse, les exportations de poissons congelés ou surgelés progressent fortement, profitant de l'explosion de la demande asiatique (en particulier de Hong-Kong). Leur valeur représente désormais plus de 38 millions d'euros contre 79 millions pour le sucre.

Les autres biens exportés ne sont généralement pas produits à La Réunion. Ils sont seulement en transit sur l'île ou correspondent à des produits d'occasion ou à des déchets. Les exportations de biens intermédiaires s'affaissent très fortement (- 26,5 %), les produits de la métallurgie et de transformation des métaux ayant été divisés par deux. Les exportations de véhicules d'occasion sont stables, malgré l'effondrement de ce marché vers Mayotte et Madagascar, qui est compensé par la croissance vers la France métropolitaine. ■

Samuel DEHEEGER
Direction régionale de l'Insee



L a crise du BTP se confirme en 2009

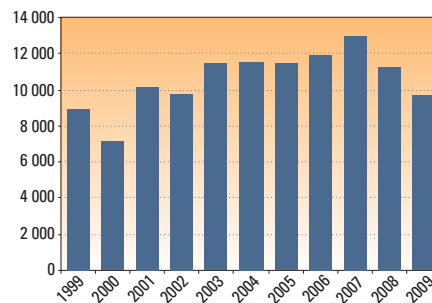
Depuis octobre 2008, le secteur de la construction à La Réunion subit de plein fouet une crise majeure dont les origines sont aussi diverses que la chute de la défiscalisation immobilière, le recul de la commande publique ou l'arrêt des grands chantiers de travaux publics, mais aussi la crise économique et financière mondiale.

Le bâtiment en attente de défiscalisation

En matière de bâtiment, la production de logements privés a trouvé ses limites. Remise en cause, la défiscalisation par la loi Girardin n'a pas encore trouvé de relais avec la Lodeom votée en mai 2009, dont les décrets d'application sont parus en décembre. La promotion privée qui assurait auparavant l'essentiel de la production a été considérablement réduite et de nombreuses opérations prévues n'ont pas été réalisées. Seul le logement social semble profiter de ce retournement, sans pour autant compenser les effets négatifs en volume.



Visas de conformité électrique depuis 1999



Source : Consuel

Au total, un peu plus de 9 700 logements ont été livrés en 2009 avec un visa de conformité électrique du Consuel. Ce chiffre, en repli de 14 % par rapport à celui de 2008, confirme le recul du marché immobilier réunionnais.

La construction non résidentielle, qui constituait un autre élément moteur de l'activité, a souffert de l'achèvement d'opérations importantes fin 2008, tels que la prison de Domenjod et les centres de formations professionnelles. Mais ce sont aussi les décisions politiques, qui ont suivi le renouvellement électoral, qui ont décalé voire stoppé des projets d'envergure (pôle Océan, Zénith...). Toutefois, plusieurs chantiers notamment dans le domaine de la santé, avec le centre hospitalier Sud Réunion et le pôle sanitaire Est, ont apporté une part non négligeable d'activité aux entreprises de bâtiment.

Enfin, en matière de travaux publics, la livraison de grands chantiers n'a fait qu'entériner la chute d'une activité déjà affaiblie par ailleurs. Avec la mise en service de la Route des Tamarins et l'achèvement de l'extension du Port Est, ce sont 1 000 à 2 000 salariés qui ont cessé leur contrat. L'activité

du génie civil a été en partie préservée avec le lancement des nouvelles stations d'épuration et des investissements sur les réseaux d'assainissement ou d'eau potable.

L'industrie du ciment a davantage souffert que le secteur en général. Avec 325 milliers de tonnes de ciment et clinker en 2009, les importations ont fortement chuté de 33 % en quantité et de 30 % en valeur, en lien direct avec la livraison des principaux ouvrages d'art de la Route des Tamarins et l'arrêt dans le gros œuvre du bâtiment.

Face à cet affaissement général, l'État a apporté son soutien avec une traduction locale du Plan de Relance national, incluant le Fonds de compensation de la TVA, à hauteur de 91 millions d'euros, et les chantiers de la relance, pour un montant de subventions de 36,4 millions d'euros affectés aux travaux. De leur côté, les collectivités ont constaté une réduction de leurs recettes principalement issues de l'octroi de mer qui conditionnent leur niveau d'investissement.

Au final, l'année 2009 se solde par un net recul du chiffre d'affaires du BTP. La production estimée devrait se situer aux alentours de 1,45 milliards d'euros, soit 30 % de moins qu'en 2008.

Des coûts de construction en baisse

La contraction de l'activité économique du BTP s'accompagne d'une importante diminution des coûts de construction, mesurés par les index¹ de prix bâtiment et TP locaux. Les valeurs publiées en décembre 2009 atteignent :

- 126,6 pour l'index BTR 01, soit - 5,3 % sur 12 mois.
- 176,1 pour l'index TPR 01, soit - 6,5 % en un an.

Ces progressions prennent en compte l'évolution des salaires et les variations des prix des matériels et matériaux.

¹ Les index BT et TP locaux sont calculés par la DDE sur une base 100 en mars 2004 pour les premiers et janvier 1995 pour les seconds.

L'emploi moins atteint que l'activité

L'évolution de l'activité se traduit dans celle des effectifs salariés. Toutefois, en appliquant les ratios habituels de productivité, leur niveau aurait dû être bien en deçà de ce qui est constaté. Il semble qu'il y ait eu de la part des professionnels une mobilisation du plan de soutien à l'emploi avec une stratégie orientée vers la formation plutôt que vers le licenciement.

L'effectif salarié, recensé par la Caisse des congés payés du BTP, a connu une chute spectaculaire dès octobre 2008, qui s'est accentuée de manière continue en 2009. À fin décembre 2009, le secteur comptait 17 730 salariés. Par rapport au plus haut de septembre 2008, ce sont 7 000 salariés qui ont perdu leur emploi. En moyenne annuelle, 19 740 salariés travaillent dans le BTP en 2009 après 23 880 en 2008.

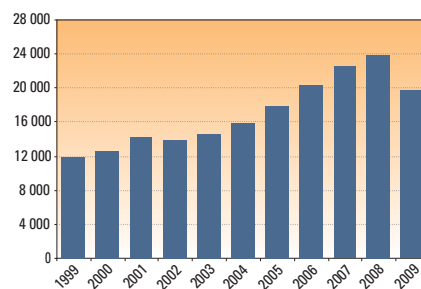
Au-delà de l'arrêt des grands chantiers de travaux publics, ce sont surtout les réductions de commandes dans le bâtiment qui affectent les ressources en main-d'œuvre. ■

Frédéric LORION, CERBTP

Jean-Luc ROUSSELOT

Direction départementale de l'équipement

Salariés du BTP depuis 1999



Source : Caisse de congés payés du BTP

V



DE
Environnement

ers une croissance verte

La loi "Grenelle 1" du 3 août 2009, suivie de l'adoption du projet de loi "Grenelle 2", le 8 octobre 2009 par le Sénat marquent une accélération dans la mise en œuvre concrète du Grenelle de l'environnement. Les dispositifs réglementaires et fiscaux prévus offrent de belles perspectives. Ainsi, les potentiels de croissance et de création d'emplois de la croissance verte¹ pourraient représenter d'ici 2012 plus de 600 000 emplois en France - dont près de 15 000 à La Réunion - et une activité économique de plus de 450 milliards d'euros². Les secteurs les plus concernés sont les industries électriques, les énergies renouvelables, la réalisation des infrastructures, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

Faire émerger les initiatives locales de développement durable et de protection du patrimoine naturel

Le projet de "restauration et reconstitution des forêts semi-sèches du Massif de la Montagne", COREXERUN, a démarré en janvier 2009. Mis en œuvre par le Parc National, ce projet est doté d'un budget de près de 2,5 millions d'euros et générera une activité importante en "génie écologique".



Les entreprises s'engagent également, au côté de l'État, au service de la protection des espèces les plus menacées. Ainsi, un centre de soins pour les oiseaux géré par la Société ornithologique de La Réunion (SEOR) a été créé en 2009. Il permettra de sauver environ 2 000 oiseaux par an, essentiellement des pétrels échoués au sol, attirés par les éclairages urbains.

Dans le milieu marin, l'observation régulière des baleines à proximité des côtes réunionnaises pendant l'hiver austral suscite l'engouement de la population. Afin de concilier développement touristique, sécurité des plaisanciers et cycle migratoire des cétacés, une charte a été élaborée et signée par l'État, les professionnels de la mer et les associations en juin 2009. En juillet 2009, on notera également l'organisation sur l'île du "Grenelle de la mer", qui a permis de formuler des propositions visant à protéger le milieu marin réunionnais.

Financement de la politique de l'eau régionale

Le SDAGE³ de La Réunion, approuvé en décembre 2009, fixe un objectif de bon état des eaux pour 73 % des masses d'eau de l'île. L'un de ses grands principes est le financement juste et équilibré de la politique de l'eau, notamment au travers d'une meilleure application du principe pollueur-payeur et du principe de récupération des coûts liés à son utilisation. À ce titre, six nouvelles redevances seront perçues par l'Office de l'Eau. ■

Sébastien MARIOTTI
DIREN Réunion

¹ Croissance sobre ou "écoefficiente" fondée sur de nouveaux modes de production et de consommation économes en ressources naturelles.

² Étude de Boston Consulting Group - juin 2009.

³ Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Hausse des énergies fossiles pour satisfaire la demande

L'île de La Réunion ne dispose pas d'énergies fossiles et reste très dépendante de l'extérieur pour sa consommation d'énergie. En 2009, la dépendance énergétique de l'île atteint son plus haut niveau depuis 2005, avec 87,1 % des ressources en valeur importées, en provenance d'Afrique, d'Europe et d'Asie. Il s'agit principalement de produits pétroliers et de charbon servant de combustible pour la production d'électricité dans les centrales thermiques ou de carburant et de combustible pour le transport, l'agriculture et l'industrie. Plus marginalement, ces combustibles sont utilisés dans le secteur résidentiel (cuisson des aliments, chauffage dans les Hauts).

Les importations de certains combustibles tels que le fioul léger, le fioul lourd et le carburéacteur ont augmenté en 2009. Les ava-

ries survenues en 2009 dans les deux centrales thermiques charbon-bagasse et les fortes demandes en électricité au cours du premier semestre 2009 expliquent en partie cette hausse. D'autre part, la consommation de carburéacteur a été plus importante suite à l'augmentation du trafic aérien.

Ralentissement de la croissance de la consommation électrique

Le ralentissement de la croissance de la consommation d'électricité se confirme en 2009 (+ 3,1 %¹). Ce ralentissement est lié aux actions de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie (lampes basse consommation, coupe-veilles, chauffe-eau solaires...) menées activement auprès de la population réunionnaise et des professionnels par EDF et les institutionnels locaux depuis plusieurs années.

Dans le transport routier, la croissance de la consommation de carburants reste relativement faible sur les trois dernières années. Le rajeunissement et la faible augmentation du parc automobile réduisent la croissance de la consommation de gazole et d'essence. Au 1^{er} janvier 2009, 328 850 voitures particulières² de moins de 15 ans étaient en circulation (+ 0,25 % en un an). Sur l'année, plus de 16 700 voitures particulières neuves ont été immatriculées, avec une nette préférence pour les voitures roulant au gazole.

Répartition de la consommation d'énergie primaire en 2009 (p)

	%	consommation
Charbon	29,6	1 186,2 ktep*
Fioul léger/gazole	28,3	
Carburéacteur	12,6	
Essence	8,8	
Fioul lourd	5,9	
Gaz butane	1,9	
Bagasse + biogaz	7,4	175,6 ktep
Hydraulique	3,4	
Solaire thermique	1,8	
Huiles usagées	0,1	
Autres EnR**	0,2	

Source : Observatoire énergie Réunion

* ktep : kilo tonnes équivalent pétrole (p) provisoire

** Énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien).

La part des énergies renouvelables diminue

En 2009, la part des énergies renouvelables dans la production régionale d'électricité s'élève à 32,5 %, en retrait par rapport aux années 2005/2008 où elle se situait entre 36 et 37 %. Cette situation s'explique d'une part par une diminution de la production électrique hydraulique liée à un retour à une hydraulicité normale et d'autre part par les avaries survenues sur les centrales bagasse-charbon en 2009. Néanmoins, la production électrique à partir de la bagasse reste bien orientée ces deux dernières années grâce à des conditions climatologiques favorables.

En 2009, la puissance photovoltaïque a une fois encore fortement augmenté (+ 32,5 mégawatt³) portant à 42,5 mégawatt la puissance totale installée sur l'île. Elle a été multipliée par quatre en un an. Concernant l'éolien, la puissance de production a augmenté de 4,4 mégawatts en 2009.

Les énergies renouvelables locales sont constituées de solaire thermique (eau chaude sanitaire), de bagasse, d'hydraulique ainsi que d'éolien et de photovoltaïque pour produire de l'électricité. Depuis fin novembre 2008, la valorisation énergétique du biogaz de décharge a également débuté sur le site de Pierrefonds à Saint-Pierre. La Réunion

exploite ces énergies renouvelables pour l'équivalent de 175 600 tonnes de pétrole, soit 13 % de son approvisionnement total. La quantité d'énergie ainsi obtenue a légèrement diminué de 0,5 % suite à la diminution de la production hydraulique.

Le développement des éoliennes, des systèmes photovoltaïques et de la valorisation des déchets par méthanisation représentent 2,7 % des ressources locales de production électrique, en progression de 1,7 % par rapport à 2008. Ces ressources et de nouvelles énergies tendront à se développer au cours des années à venir car de multiples projets sont en attente de réalisation ou en recherche et développement. Le programme GERRI a fixé l'objectif d'intégrer d'ici 2030 toutes les innovations intéressant les déplacements, la production de l'énergie, son stockage et ses usages, ainsi que l'urbanisme, la construction et le tourisme. ■

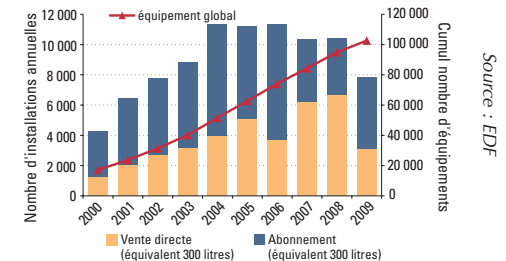
Gaëlle GILBOIRE
Observatoire Énergie Réunion

³ Watt : unité de puissance ; kWh : kilowatt-heure, qui correspond à la consommation d'un appareil électrique de 1 000 watt pendant une heure. 1 mégawatt = 1 000 KW.

Le solaire thermique souffre aussi de la crise

Le marché du solaire thermique a connu un ralentissement en 2009. Ainsi, près de 8 000 chauffe-eau solaires individuels ont été installés contre plus de 10 000 durant les cinq années précédentes. Ce repli a eu des répercussions sur l'emploi du secteur et certaines entreprises ont recentré leurs activités sur le solaire photovoltaïque. Ce fléchissement est à mettre en parallèle avec la diminution de l'activité dans le bâtiment.

Nombre de chauffe-eau solaires posés depuis 2000



Source : EDF



L

e résultat agricole progresse grâce à la prime bagasse-énergie

Valorisation de la production agricole (y compris aides directes aux produits)

unité : millions d'euros



© Cheick SAIDOU/Min.Agrif.fr

© Cheick SAIDOU/Min.Agrif.fr

	2000	2003	2008	2009 (p)
Canne à sucre	105,1	109,0	102,7	131,0
Fruits, Légumes & tubercules	124,1	97,3	137,8	118,4
Autres productions végétales	16,6	18,2	21,9	23,8
Bétail	43,8	39,7	42,2	42,1
Volailles, œufs	41,1	38,9	53,5	52,3
Autres produits de l'élevage	13,6	12,8	15,3	14,1
TOTAL PRODUCTION DE BIENS **	344,3	315,9	373,4	381,7
Total production végétale	245,8	224,5	262,4	273,3
Total production animale	98,5	91,4	111,0	108,5
Activité principale de travaux agricoles	4,1	4,1	4,6	4,3
Valeur totale de la production	348,4	320,0	378,0	386,0
Consommations intermédiaires	135,4	145,8	181,3	174,0
Valeur ajoutée brute	213,0	174,1	196,7	212,0
Revenu net d'entreprise agricole	166,2	121,6	139,9	157,9
Résultat agricole ***	209,4	171,3	195,6	214,4

Source : Agreste

(p) provisoire

** y compris aides directes aux productions (aides canne dont prime bagasse-énergie pour la campagne 2009, aides Poseidom à la production, PMTVA, PSBM, PAB, PBC) ; hors subventions (ICHN, PHAE, MAE, calamités).

*** correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, PHAE, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements.

La valeur globale de la production agricole 2009 est estimée à 386 millions d'euros, en progression de 2,1 % par rapport à 2008. Trois postes ayant un ordre de grandeur comparable constituent l'essentiel de la production agricole réunionnaise : la canne à sucre (131 millions d'euros), les fruits et légumes (118 millions d'euros) et les produits de l'élevage (108 millions d'euros).

L'année 2008 avait été marquée par une hausse de plus de 10 % de la valeur de la production agricole, due principalement aux bons résultats des filières végétales, et par une très forte hausse des consommations intermédiaires (+ 16 %) liée au prix des intrants agricoles et de l'énergie. En 2009, le coût des intrants s'abaisse enfin, les productions végétales (hors canne) et animales reculent, mais la prime bagasse-énergie améliore sensiblement

la valeur de la production de canne et fait progresser le revenu agricole moyen.

Une bonne campagne cannière

La campagne cannière 2009 a été bonne avec 1,9 million de tonnes récoltées pour une richesse cumulée finale en sucre de 13,9 points. Par ailleurs, l'application de l'article 53 de la Lodeom s'est traduit par une revalorisation du tarif de rachat de l'électricité aux installations qui en produisent à partir de la biomasse, dont celle issue de la canne à sucre. La filière a ainsi bénéficié d'une prime bagasse-énergie de plus de 20 millions d'euros, qui contribue sensiblement à l'augmentation de la part de la canne à sucre dans la production agricole finale.

Pour les filières végétales, les rendements ont été moins bons en 2009 surtout pour les fruits (en particulier pour les mangues, letchis et agrumes) et conduit à une baisse importante des tonnages produits. Concernant les prix, les variations moyennes observées sur le marché de gros sont peu importantes (stabilité pour les légumes frais, faible baisse pour les tubercules et pour les fruits). Ces effets cumulés conduisent à une baisse significative de la valeur de ces productions de près de 20 millions d'euros.

Pour les filières animales, après une année 2008 difficile avec un recul des productions, la situation en 2009 évolue peu car les prix ont peu varié. Dans la filière bovin-viande, les abatages sont stables (- 0,4 %). Les productions de viande porcine augmentent légèrement (+ 2,1 %), ce qui représente 217 tonnes équivalent carcasse supplémentaires. En revanche, la collecte 2009 de lait s'est réduite de 8 % (20,9 millions de litres en 2009 contre 22,7 en 2008). Enfin, la production de volailles est également en léger



retrait (- 1 % pour la filière). Ces résultats cumulés conduisent à une légère diminution de la valeur de la production animale, qui s'élève à 108,5 millions d'euros en 2009, contre 111 millions d'euros en 2008.

Baisse des consommations intermédiaires

Les consommations intermédiaires (intrants agricoles, énergie...) s'abaissent enfin en 2009 de 2,3 %, après une hausse historique de près de 15 % en 2008. L'agriculture économise ainsi 7,3 millions d'euros sur les coûts de production par rapport à 2008. Les baisses sont sensibles pour les produits pétroliers (- 15 %), l'engrais (- 11 %), et les aliments pour animaux (- 10 %), mais on relève aussi quelques hausses dans l'agroéquipement (+ 2 %), les produits phytosanitaires (+ 15 %) et les travaux à façon. Malgré la baisse de 2009, les consommations intermédiaires restent à un niveau encore très élevé et représentent 45 % du total de la valeur de la production agricole finale.

Le montant des subventions d'exploitations¹ dépasse 10 millions d'euros en 2009, avec les subventions

liées aux cyclones Gaël et Jade (3,4 millions d'euros). Elles s'élevaient à moins de 7 millions en 2008, année sans calamité agricole.

Compte tenu de l'ensemble des éléments, le résultat agricole progresse de 9,6 % pour atteindre 214,4² millions d'euros en 2009 contre 195,6 millions d'euros en 2008. La valeur ajoutée brute s'élève à 212 millions d'euros. Les indicateurs de revenus agricoles sont ainsi en progression d'environ 10 % : le résultat agricole par exploitation atteint 31 075 €, le résultat par hectare s'affiche à 4 862 €, et le résultat par Unité de travail annuel (UTA) correspond à 18 975 €. Ces bons résultats sont liés à l'attribution de la prime bagasse-énergie. Sans l'apport de cette prime, la valeur de la production agricole aurait reculé de 3,5 %, le revenu net d'entreprise agricole de 1,8 %, et le résultat agricole de 1,4 %. De même le résultat par exploitation aurait aussi légèrement baissé de 1 %.

Hors secteur de la transformation, la valeur ajoutée agricole représente 1,5 % du produit intérieur brut régional en 2009 (1,3 % en 2008). ■

Richard FEUILLADE
Direction de l'agriculture et de la forêt

Indicateurs de revenus (euros)

	La Réunion				France métropolitaine
	2000	2003	2008 (p)	2009 (p)	2009 (p)
Résultat agricole par exploitation	22 589	22 480	28 213	31 075	36 889
Résultat agricole par hectare de SAU	4 792	3 894	4 407	4 862	657
Résultat agricole par actif (UTA)**	17 024	15 235	17 293	18 975	24 414
Nombre d'exploitations	9 270	7 620	6 933	6 900	490 000
UTA** totales	12 300	11 244	11 311	11 300	740 000

Source : Agreste

(p) provisoire

** unités de travail annuel des exploitants, coexploitants, et autres actifs familiaux.

De mauvais résultats en France métropolitaine

Le résultat agricole par exploitation à La Réunion se rapproche petit à petit de la moyenne métropolitaine. En 2009, la situation de la production agricole, favorable à La Réunion, est très défavorable dans l'hexagone. Ainsi, la valeur de la production de biens agricoles y a reculé de 8,3 %, puisque la baisse de 2,6 % des coûts de production (taux comparable à la situation réunionnaise) ne compense pas le recul de la valeur de la production. Le résultat agricole métropolitain chute ainsi de 20,7 %, ayant pour conséquence une chute du résultat agricole par actif de - 20 % et du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié de - 30 %. Cette situation est liée notamment aux fortes baisses des prix des céréales, du lait et des fruits et légumes d'été.



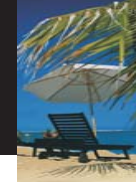
© Cheick SAIDOU/Min.Agrif.fr

¹ Indemnité Compensatoire de Handicaps Naturels (ICHN), Mesures Agro-Environnementales (MAE), Contrat d'Agriculture Durable (CAD) et aides versées au titre des calamités agricoles.

² Provisoire

© Cheick SAIDOU/Min.Agrif.fr





L

e tourisme d'agrément ne décolle pas

Le tourisme à La Réunion retrouve en 2009 un niveau proche de celui de la première moitié de la décennie, avant l'épidémie de chikungunya. Près de 421 900 touristes¹ ont ainsi été accueillis cette année, soit 6,4 % de plus qu'en 2008. Depuis trois ans, l'augmentation de la fréquentation touristique est régulière, mais l'hôtellerie réunionnaise n'en bénéficie pas.

Les touristes en provenance de la métropole sont de plus en plus nombreux (+ 11 % en un an), alors que la destination Réunion est moins prisée par les touristes étrangers (- 9 %). En 2009, ils représentent 18 % des touristes, soit le taux le plus bas de ces dix dernières années.

La part du tourisme d'agrément recule

Majoritaires jusqu'en 2001, les touristes d'agrément ne représentent plus en 2009 que 34 % des visiteurs. Ils sont 143 300 en 2009, soit 11 % de moins qu'en 2005. Ils ont cédé la première place à des touristes qui viennent à La Réunion certes pour la visiter, mais aussi pour rendre visite à leur

famille ou leurs amis. Ils sont désormais plus de la moitié (53 %) dans ce cas, et la tendance s'amplifie cette année encore, où le nombre de touristes affinitaires progresse de 13 %, pour atteindre 222 800 en 2009. Relativement stable depuis dix ans, la part des touristes d'affaires passe sous la barre des 10 % cette année, sans doute sous l'effet de la crise économique. Leur nombre chute de 8 % en un an.

La recrudescence du tourisme affinitaire n'est pas sans conséquence sur le choix de l'hébergement. Ainsi, plus de la moitié des visiteurs ont logé principalement chez des parents ou amis. En rapport avec l'augmentation modeste du nombre de touristes d'agrément, l'hébergement marchand progresse légèrement de 4,1 %. La location meublée suscite un fort engouement cette année (+ 35 %) et c'est désormais le choix d'hébergement principal d'un touriste sur dix. Au détriment essentiellement des hôtels de l'île, qui n'ont en revanche pas profité cette année de la hausse du nombre de visiteurs. Seuls 27 % des touristes ont résidé principalement à l'hôtel ou en résidence de tourisme en 2009. Ceux qui ont fait ce choix ont passé 6,6 nuits en moyenne à l'hôtel.

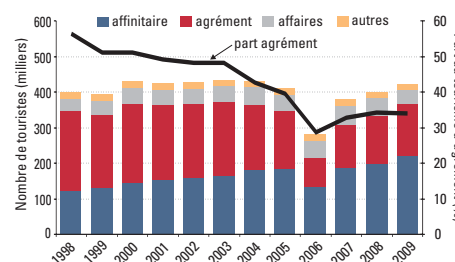
Baisse de la fréquentation des hôtels classés

Depuis 2006, où la fréquentation² des hôtels classés avait chuté de 31,6 %, l'hôtellerie réunionnaise peine à se relever. Après une progression de 5,0 % en 2007 et de 0,9 % en 2008, la fréquentation des résidents réunionnais et des touristes

¹ Source : Insee, IRT - Enquête flux touristiques.

² Nombre de nuitées. La clientèle est composée de touristes et de résidents réunionnais. Source : Insee - Enquête de fréquentation hôtelière.

Nombre de touristes par catégorie depuis 1998



Source : Insee, IRT - Enquête flux touristiques.

diminue cette année de 7,7 %. Le premier semestre a été particulièrement décevant, notamment les mois de mai et juin, s'inscrivant en recul de 11,2 % par rapport au premier semestre 2008. L'éclaircie du troisième trimestre a été passagère (+ 1,0 %) et le dernier trimestre, habituellement le plus faste de l'année, affiche une diminution de 8,1 % par rapport à la même période de 2008.

La capacité hôtelière, en nombre de chambres disponibles, a été réduite de 28,7 % depuis 2005, où elle était à son plus haut niveau. En moyenne sur 2009, 2 074 chambres sont disponibles chaque jour (- 1,1 % sur un an). Plus des trois quarts sont offertes à l'Ouest ou au Sud de l'île. Malgré la diminution de l'offre, le taux d'occupation baisse de deux points et s'élève à 57,1 %.

L'hôtellerie haut de gamme, 3 et 4 étoiles, offre plus de 70 % des chambres. Elle a été particulièrement affectée par la baisse de fréquentation. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie 4 étoiles diminue de 10,7 % en un an, l'ampleur de la baisse étant toutefois à relativiser par la fermeture d'un établissement important pour des travaux de rénovation sur une partie de l'année. Le taux d'occupation baisse malgré tout de plus de trois points, à 54,9 % pour les hôtels 4 étoiles et

de plus de deux points pour les 3 étoiles (56,1 %). Les hôtels classés entre 0 et 2 étoiles s'en sortent mieux. Leur offre de chambres s'est légèrement renforcée et leur taux d'occupation s'est maintenu sur la période (60,5 %).

Les dépenses des touristes stagnent

Comme en 2008, les touristes non résidents ont dépensé près de 306 millions d'euros lors de leur séjour à La Réunion (hors transport aérien). Plus nombreux, ils sont toutefois restés moins longtemps, 16,3 jours en moyenne, soit un jour de moins qu'en 2008. Leurs dépenses individuelles ont reculé de 6 %. Le premier poste de dépenses reste l'hébergement. Il a augmenté de 14,8 % en 2009, alors que les dépenses de restauration, souvenirs ou loisirs diminuent sensiblement. Les locations de voitures sont stables.

Même s'ils restent en moyenne une semaine de plus sur l'île que les touristes d'agrément (20 jours), les touristes affinitaires dépensent en moyenne 12,5 % de moins qu'eux. Compte tenu de leur mode d'hébergement principal, ils dépensent près de deux fois moins en hébergement et dans une moindre mesure, en location de voiture (- 20 %) et en restauration (- 7 %). En revanche, ils dépensent plus pour les souvenirs (+ 55 %) et les loisirs et excursions (+ 27 %). ■

Cédric PLANCHAT
Direction régionale de l'Insee

Pour en savoir plus :

- Informations Rapides Réunion n° 138 : Enquête mensuelle dans l'hôtellerie : "Une saison 2009 en net recul par rapport à 2008".
- Revue Économie de La Réunion n° 136 : "Les touristes satisfaits de leur séjour, même s'ils le trouvent trop cher".



L'attrait touristique plébiscité

Près de 90 % des touristes déclarent être satisfaits de l'intérêt touristique de La Réunion et de la qualité de son accueil. Un peu moins (80 %) le sont de l'hébergement et de la restauration. L'avis est plus mitigé quant au rapport qualité/prix du voyage : à peine un touriste sur deux le trouve satisfaisant, le coût du billet d'avion n'expliquant qu'en partie cette réserve. Hors prix du billet d'avion, 40 % des touristes considèrent toujours que le rapport qualité/prix n'est pas satisfaisant. Malgré tout, plus de 95 % des touristes se déclarent prêt à recommander cette destination à d'autres personnes.



E

Emploi

Cronologie de la crise : premiers signes dès la fin 2007

La Réunion n'échappe pas à la crise. Après dix années de croissance annuelle moyenne de 4,1 %, le PIB a reculé de 2,7 % en 2009. Ce recul se situe à un niveau proche de celui de la France entière (- 2,6 %). Pourtant, les causes de la crise à La Réunion et en France métropolitaine sont en partie différentes. L'économie réunionnaise, qui connaissait une activité soutenue dans la construction et les services, a d'abord été touchée dans ces secteurs porteurs du fait de la baisse d'activité dans les travaux publics (grands chantiers) et dans le bâtiment. Les signes avant-coureurs de la crise sont apparus dès la fin 2007 et la baisse de l'activité s'est répandue progressivement dans l'ensemble de l'économie.

Au plus fort de la crise l'emploi a chuté de 5 %

Le cycle de croissance rapide de l'économie réunionnaise ces dernières années a perduré jusqu'au deuxième trimestre 2008. L'emploi salarié marchand¹ s'est effrité au deuxième semestre pour finalement chuter au premier semestre 2009. La croissance de l'emploi a

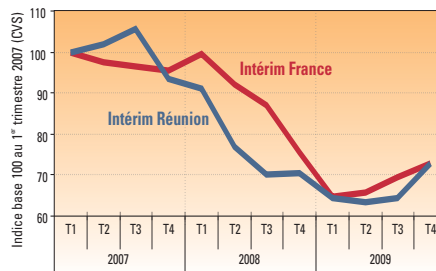
Évolution de l'emploi salarié marchand à La Réunion



repris au quatrième trimestre 2009, à un rythme toutefois beaucoup plus faible qu'avant la crise. Entre le point le plus haut, au deuxième trimestre 2008, et le point le plus bas, au troisième trimestre 2009, l'emploi salarié a chuté de 5,0 %².

L'emploi intérimaire peut être considéré comme un indicateur avancé de l'évolution économique. Les travailleurs intérimaires subissent les premiers la baisse de l'activité des entreprises. Dès les premières difficultés rencontrées, les employeurs cessent en effet de reconduire les missions. L'intérim chute de 11,3 % à La Réunion dès le quatrième trimestre 2007. La baisse d'activité de certains secteurs économiques a commencé plus tôt sur l'île qu'en France métropolitaine où le déclin des effectifs d'intérimaires s'amorce au deuxième trimestre 2008.

Évolution de l'intérim à La Réunion et en France métropolitaine



Source : Insee - Epure

¹ Hors agriculture, éducation, santé, action sociale.

² En données désaisonnalisées.

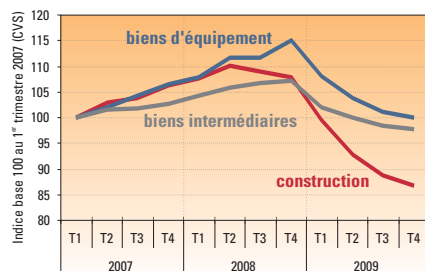
À La Réunion, l'intérim se redresse au quatrième trimestre 2009 alors qu'il avait commencé à le faire dès le deuxième trimestre de la même année en France métropolitaine.

Le retournement dans la construction entraîne d'autres secteurs dans sa chute

Le BTP est le premier secteur, hors intérim, touché par la crise. La baisse des effectifs dans ce secteur commence au troisième trimestre 2008 et s'amplifie en 2009. Entre le deuxième trimestre 2008 et la fin 2009 les effectifs fondent de 21,4 %. La crise se diffuse aux secteurs des industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement liés à l'activité du BTP avec deux trimestres de retard.

Les raisons de ces difficultés dans le BTP sont connues : chute de la commande publique, incertitude sur l'avenir de la défiscalisation, resserrement du crédit. La fin 2008 correspond notamment à la fin des tranches de travaux les plus importantes de la route des Tamarins.

Évolution de l'emploi dans la construction et l'industrie

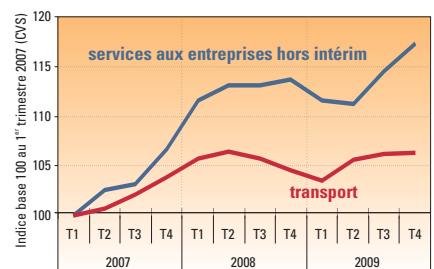


Source : Insee - Epure

Les transports ont une activité liée d'une part à celle des secteurs industriels et de la construction et d'autre part à la consommation des ménages. Ils enregistrent une baisse moins forte de leurs effectifs (- 2,8 %) et de plus courte durée puisque que les embauches ont redémarré dès le deuxième trimestre 2009.

Les services aux entreprises (hors intérim), qui s'étaient fortement développés lors du cycle de croissance 2004-2007, ont subi très tôt les conséquences de la crise sans toutefois connaître de baisse importante. Leurs effectifs ont stagné entre le premier trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009, pour rebondir rapidement au deuxième semestre 2009. Leur activité semble bénéficier des anticipations de reprise de la part des autres secteurs. C'est notamment le cas des entreprises de conseil et d'assistance qui comprennent les cabinets d'études.

Évolution de l'emploi dans le transport et les services aux entreprises



Source : Insee - Epure

Les secteurs orientés vers la consommation des ménages s'en sortent mieux

La consommation des ménages ralentit depuis deux ans mais reste en progression. Les ménages ont malgré tout retardé

E

Emploi

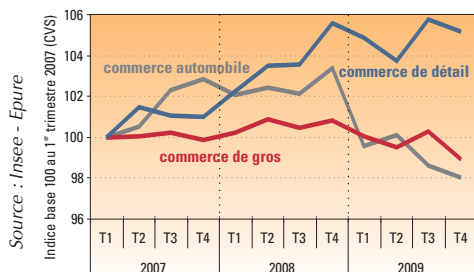


leurs achats importants. Les ventes d'automobiles en ont souffert en 2009. L'emploi dans le commerce automobile, qui stagnait depuis le début 2008 a chuté tout au long de l'année 2009 (- 5,2 %). Le commerce de gros a connu le même mouvement de façon toutefois moins prononcée (- 1,2 %).

Moins exposé à la demande des entreprises, et profitant de la croissance de la consommation courante des ménages, le commerce de détail, qui représente 14 % des salariés des secteurs marchands, est le moins touché. Malgré des mouvements trimestriels importants, l'emploi a continué de croître en 2008 et se maintient en 2009. ■

Samuel DEHEGER
Direction régionale de l'Insee

Évolution de l'emploi dans le commerce



L'emploi résiste mieux à La Réunion qu'en France

L'emploi salarié marchand a baissé de 2,0 % à La Réunion entre fin 2007 et fin 2009. Pour l'ensemble de la France, le repli est de 3,6 %. Après la Corse, La Réunion est la deuxième région qui a le mieux résisté avec Midi-Pyrénées. En métropole, les régions les plus touchées sont les régions industrielles : Franche-Comté et Picardie en tête.

À La Réunion, la forte chute de l'effectif salarié de la construction a été en partie compensée par la résistance des emplois dans le commerce et les services marchands, soutenus par la consommation des ménages et des administrations. Les revenus maintenus dans l'emploi public dont le poids est important à La Réunion et la hausse des prestations sociales ont permis d'amortir les effets en terme de consommation et donc de préserver des emplois dans les secteurs concernés.

Hausse importante du chômage

L'économie réunionnaise a perdu des emplois en 2009. Cumulé à une population active toujours en augmentation, la répercussion sur le nombre de demandeurs d'emploi est donc sans appel : fin 2009, 103 240 réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A¹, soit 20 000 de plus en un an.

Parallèlement, le taux de chômage défini par le BIT² augmente pour la deuxième année consécutive, et s'élève à 27,2 % de la population active au deuxième trimestre 2009. La Réunion reste la région française la plus touchée par le chômage. En progression depuis cinq ans, le taux d'emploi des 15-64 ans diminue de plus d'un point pour s'établir à 43,9 %.

Après une année 2008 où le rythme de la demande d'emploi était reparti fortement à la hausse, particulièrement au deuxième semestre, la tendance s'est accentuée en 2009. Sur l'ensemble de l'année, la hausse a été relativement régulière et s'élève à 24,1 %, soit une augmentation moyenne mensuelle d'environ 1,8 %. En France, la hausse de la demande d'emploi est moins importante mais tout de même élevée, avec 18,5 %.

Dans le même temps, le nombre de chômeurs indemnisés à La Réunion, que ce soit par le régime d'assurance chômage ou l'État (principalement l'Allocation de solidarité spécifique), a progressé de 24,5 %.

La dégradation du marché du travail a touché plus particulièrement les séniors. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus a augmenté de 35 %, pour s'établir à 13 820 fin 2009. La demande d'emploi des hommes s'est également beaucoup plus accentuée que celle des femmes (respectivement + 30 % et + 19 %).

Malgré tout, si les jeunes de moins de 25 ans augmentent moins vite sur les listes de Pôle emploi que les séniors, ils restent les plus touchés par le chômage. En 2009, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans s'élève à 51,1 % contre 26,3 % pour les 25-49 ans et 15,8 % pour les 50 ans ou plus. Le taux de chômage féminin, qui s'élève à 29,1 %, reste également plus élevé que celui des hommes (25,6 %). ■

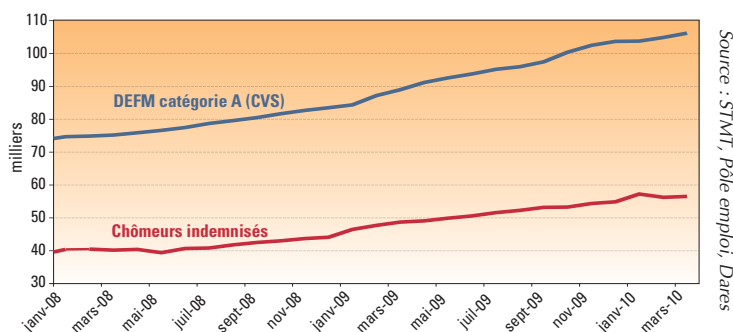
Frédéric AUTRAN

Direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

¹ Personnes en recherche active ; disponibles ; sans emploi. Source : STMT, Pôle emploi, Dares.

² Source : Insee - enquête Emploi Dom 2009 - résultats au deuxième trimestre.

Demandeurs d'emploi en fin de mois et chômeurs indemnisés



Source : STMT, Pôle emploi, Dares

U

n recours accru aux contrats aidés



E

Emploi

En 2009, plus de 24 000 Réunionnais ont signé un contrat aidé, ce qui représente une augmentation de 29 % par rapport à 2008. Cette forte hausse a bénéficié exclusivement au secteur non marchand, puisque le nombre de CAE¹ a progressé de 66 % et celui des CUI² non marchands de 29 %. Dans le secteur marchand, où la conjoncture économique n'a pas été favorable, notamment dans le secteur de la construction, le nombre de contrats aidés est en diminution en 2009 : - 34 % pour le CAE-Dom³ et - 6,5 % pour le CUI marchand. Par ailleurs, dans le cadre du plan de relance, l'État a mis en place un nouveau type de contrat aidé, le CAE passerelle, qui a bénéficié à 546 jeunes réunionnais en 2009. Globalement, 87 % des contrats aidés de 2009 ont été signés dans le secteur non-marchand, contre 78 % en 2008.

Les collectivités territoriales sont les premiers recruteurs de contrats aidés dans le secteur non marchand (50,8 % des contrats CAE conclus en 2009), mais leur part diminue

sensiblement en un an (- 7,7 points), au profit des établissements publics (notamment les établissements sanitaires) et des associations-fondations. Pour les CUI, la part des collectivités territoriales reste également prépondérante (34,6 %), mais elle est en diminution de près de 12 points en un an. La part des établissements publics d'enseignement reste stable pour les CAE mais diminue de moitié pour les CUI (5,4 %).

Dans le secteur marchand, 96,4 % des contrats aidés sont recrutés par des entreprises. Les services mobilisent la moitié des CUI marchands dans les entreprises (+ 4 points). La part de la construction a quasiment diminué de moitié en un an, passant de 21,1 % des contrats à 11,8 %. Les bénéficiaires d'un CAE-Dom exercent également en premier lieu dans les services (40,3 %), puis dans le commerce (34,9 %, en progression de 9 points). Les entreprises de construction sont là encore en perte de vitesse, puisqu'elles ne représentent plus que 7,5 % des CAE-Dom (- 10 points). ■

Frédéric AUTRAN

Direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Évolution du nombre de contrats aidés à La Réunion

Entrées totales dans l'année	2008	2009	09/08
Secteur marchand	4 508	3 094	- 31,4 %
Contrat d'accès à l'emploi (CAE-Dom)	1 508	991	- 34,3 %
Contrat unique d'insertion (CUI)	2 239	2 096	- 6,4 %
CI-RMA (renouvellements)	761	7	- 99,1 %
Secteur non marchand	14 096	20 952	48,6 %
Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	8 199	13 619	66,1 %
CAE Passerelle	-	546	-
Contrat unique d'insertion (CUI)	5 106	6 572	28,7 %
Contrat d'avenir (renouvellements)	791	215	- 72,8 %
Ensemble	18 604	24 046	29,3 %

Source : ASP - traitement SEPES

¹ CAE : Contrat d'accompagnement dans l'emploi. CDD de 6 à 24 mois, dans le secteur non marchand. Le CAE Passerelle accompagne les jeunes de moins de 26 ans vers un emploi marchand durable (plan de relance)

² CUI : Contrat unique d'insertion. Il s'adresse aux bénéficiaires de minima sociaux (RMI, ASS, API, AAH) et remplace depuis 2008 le contrat d'insertion revenu minimum d'activité (CI-RMA) dans le secteur marchand et le contrat d'avenir dans le secteur non marchand.

³ CAE-Dom : Contrat d'accès à l'emploi. CDD de 12 à 24 mois, dans le secteur marchand. Il s'adresse aux chômeurs de longue durée, aux bénéficiaires du RMI ou de l'ASS, aux personnes handicapées et aux jeunes en difficulté d'insertion.

Faible impact du régime de l'auto-entrepreneur sur les créations d'entreprises

Près de 6 700 entreprises ont été créées à La Réunion en 2009, soit 7,6 % de plus en un an, après + 7 % en 2008. Alors que le taux de croissance des créations d'entreprises plaçait La Réunion au troisième rang des régions françaises en 2008, elle se situe au dernier rang cette année. Cette chute s'explique par la mise en place du nouveau régime de l'auto-entrepreneur au 1^{er} janvier 2009, qui a dopé les créations d'entreprises en France (+ 75 % en moyenne), et qui n'a pas eu le même succès à La Réunion. En effet, alors que plus de la moitié des créateurs d'entreprises de 2009 sont des auto-entrepreneurs¹ en France, ils ne sont que 23 % dans l'île. Certains secteurs ont néanmoins mieux profité de cette nouvelle mesure, particulièrement dans les services (information et communication, enseignement, arts, spectacles et activités récréatives).

L'année 2009 est marquée par la chute du nombre de créations dans le secteur de la construction (- 29 %), après une année 2008 en légère diminution. Secteur particulièrement dynamique dans les années 2000 du fait des lois de défiscalisation immobilière

et de la commande publique, la construction a subi de plein fouet la fin de grands chantiers et le ralentissement de l'activité dans le bâtiment. En 2009, le secteur de la construction ne représente plus que 11 % des créations réunionnaises, contre 19 % en 2007. Les créations d'entreprises de transport sont également en recul, de 20 % par rapport à 2008. Pour les autres secteurs, les créations sont à la hausse en 2009. C'est en particulier le cas de l'industrie qui bénéficie cette année de la progression la plus importante (+ 24 %), avec un essor particulier des entreprises de production et de distribution d'électricité.

La part des créations sans salarié est très élevée (94,5 %) et varie peu si l'on retire les entreprises sous le régime de l'auto-entrepreneur. Parmi les entreprises créées d'au moins un salarié, la moyenne est de 2,4 salariés à La Réunion (3 en France), et le secteur du commerce détient la moyenne la plus élevée (3,4 salariés). Le secteur de la construction enregistre une moyenne de 2,4 salariés, en net repli par rapport à 2008 (5,9 salariés). ■

Fabrice MICHAÏLESCO
Direction régionale de l'Insee

¹ Il s'agit en fait de demandes de création sous le régime de l'auto-entrepreneur.

Créations d'entreprises*

	2008	2009	Variation 2008-2009 (%)	% d'auto-entreprises 2009	Taux de création** 2009 (%)
Industrie	410	507	24	21	15
Construction	1 071	758	- 29	17	13
Commerce et réparation automobile	1 847	2 117	15	19	20
Transport et entreposage	113	90	- 20	8	6
Hébergement, restauration	457	498	9	8	20
Autres services	2 319	2 718	17	33	18
Ensemble	6 217	6 688	7,6	23,4	17,0

Source : Insee - Sirene

Champ : Secteur marchand non agricole

(*) La série est désormais présentée en nomenclature d'activité NAF rév. 2. Les données publiées cette année ne sont pas comparables à celles des années précédentes.

(**) Nombre de créations 2009 rapporté au stock au 1er janvier.

Maurice : Le textile et le tourisme durement touchés en 2009

Après trois années de croissance à un rythme soutenu de plus de 5 % par an, la croissance de l'économie mauricienne a été plus modeste en 2009, en raison de la crise financière qui a surtout affecté l'industrie manufacturière et le tourisme. Ainsi, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume s'établit à 3,1 %. Le PIB en valeur s'élève à 275 milliards de roupies en 2009 comparé à 265 milliards en 2008. Le PIB par habitant progresse de 3 % en valeur, passant de 208 763 roupies en 2008 à 215 063 roupies en 2009.

La consommation finale affiche un taux de croissance en net repli comparativement à 2008 (+ 2,6 % après + 6,0 %). Ce fléchissement est surtout dû à une moindre croissance des dépenses de consommation des ménages, qui s'élève à 2,1 % après 7,0 % en 2008. A contrario, la consommation des administrations publiques augmente de 5,4 % après une année 2008 où des mesures visant à réduire les dépenses publiques avaient contraint la progression à 0,7 %.

L'investissement public repart

La croissance de l'investissement global accélère en 2009, et s'établit à 9,1% (3,6 % en 2008). Cependant, hors avions, la croissance de l'investissement ralentit, s'élevant à 5,0 % en 2009, comparé à 7,2 % en 2008. Après une année 2008 où l'investissement public avait fléchi, le gouvernement mauricien a pris des mesures visant à accélérer les projets d'infrastructure et de bâtiment public. L'investissement public a ainsi fortement augmenté de 62,9 %. Ce rebondissement dans le secteur public a partiellement réduit l'effet du repli de l'investissement privé, qui a subi un déclin de l'ordre de 2,0 % après une hausse de 9,7 % en 2008. L'investissement privé reste concentré dans la construction de bâtiments destinés aux commerces et bureaux, aux hôtels et autres complexes touristiques.

Indicateurs macro-économiques

Indicateurs	2008	2009
PIB au prix du marché (milliards de roupies)	264,9	274,8
PIB par habitant (Roupies)	208 763	215 063
PIB par habitant (Euros)	5 017	4 830
Taux de croissance du PIB (%)	5,1	3,1
Taux de croissance de l'investissement (%)	3,6	9,1
Taux d'investissement (% PIB)	24,6	26,1
Taux d'épargne (% PIB)	16,7	13,7
Solde des échanges extérieurs de biens et services (% PIB) - hors avions	- 14,5	- 9,4
Déficit budgétaires - juillet à juin (% PIB)	3,3	3,0
Inflation (%)	9,7	2,5
Taux de chômage (%)	7,2	7,3

Source : Central Statistics Office



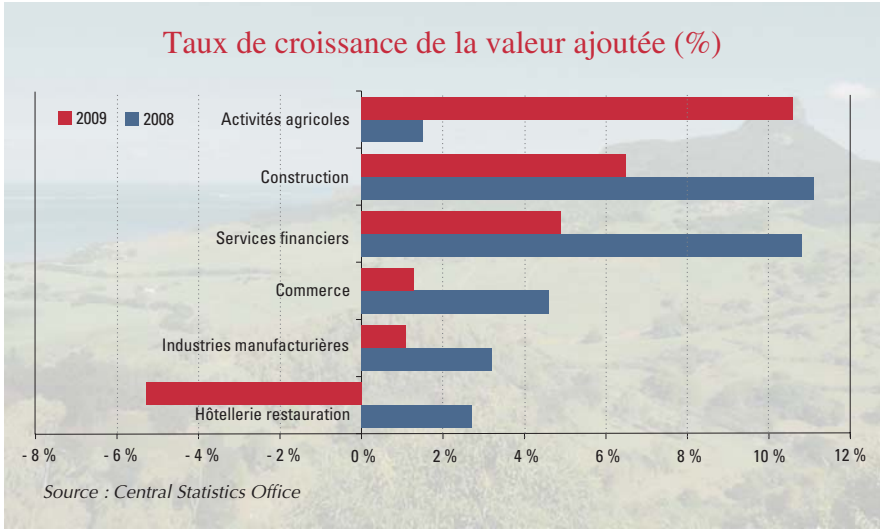
Les échanges extérieurs diminuent

En 2009, le déficit commercial, en repli dans un contexte de diminution des échanges extérieurs, s'éleva à 29,2 milliards de roupies (38,9 Mds de roupies en 2008). Cette baisse est due à l'effet combiné d'une diminution des importations de 17,0 milliards de roupies et des exportations de 7,2 milliards de roupies. À prix constant, les importations de biens ont chuté de l'ordre de 6,1 %, après + 1,3 % en 2008, du fait principalement d'une baisse des importations de matières premières. Les importations de services à prix constant ont aussi diminué de 1,2 % comparé à une augmentation de 2,9 % en 2008. Les exportations de biens ont enregistré une forte baisse de 8,8 % en 2009 (+ 1,9 % en 2008), due à une diminution du volume des exportations des produits de l'habillement

et du textile. Suite à un déclin des revenus touristiques, les exportations de services ont aussi diminué, affichant une baisse de 1,1 % en 2009, après une hausse de 2,6 % en 2008.

L'hôtellerie et la restauration en baisse

La croissance des principales branches d'activité demeure positive bien que réduite vu le contexte de crise économique mondiale, sauf pour l'hôtellerie et la restauration qui a été très durement touchée. La valeur ajoutée à prix constant de ce secteur enregistre un déclin de 5,3 % en 2009 après une hausse de 2,7 % en 2008 et une croissance à deux chiffres en 2007. En 2009, les arrivées de touristes ont été moins nombreuses (871 000 après 930 000 en 2008).



La croissance des industries manufacturières¹, autre secteur clé de l'économie mauricienne, ralentit en 2009. La valeur ajoutée a progressé de 1,1 % à prix constant, après 3,2 % en 2008. Les entreprises orientées vers l'exportation affichent une croissance plus faible de 0,5 %, conséquence d'une baisse de la demande sur les principaux marchés d'exportation.

Les activités liées au commerce ont également ralenti, affichant une croissance de 1,3 % contre 4,6 % en 2008, en raison de la baisse de la consommation des ménages. La valeur ajoutée des services financiers augmente de 4,9 % en 2009, après trois années de forte croissance, soit 7,0 % en 2006, 7,5 % en 2007 et 10,8 % en 2008.

Dans la construction, la croissance reste vive, de l'ordre de 6,5 %, bien qu'en diminution par rapport à 2008 (+ 11,1 %). La relance de projets financés par l'argent

public a permis d'atténuer le net ralentissement dans le secteur privé, suite à l'achèvement de grands chantiers et à un lent démarrage des nouveaux projets (principalement dans l'hôtellerie).

L'activité agricole affiche une nette amélioration en 2009 avec une croissance de 10,6 % contre 1,5 % en 2008. La croissance de la culture industrielle de la canne à sucre s'élève à 15,0 %, avec une production de sucre qui augmente de 15 100 tonnes pour s'établir à 467 200. La production et l'exportation de sucres à forte valeur ajoutée, à savoir le sucre raffiné et les sucres spéciaux, a également contribué à ce bon résultat. L'agriculture hors sucre réalise également une belle performance, avec une croissance de 7,3 % après - 0,4 % en 2008. Des conditions climatiques favorables à la culture vivrière ont conduit à cette amélioration. ■

Ratna APPADU
Central Statistics Office - Maurice

¹ Sont comprises les industries agroalimentaires.



Oi
Mayotte

Ralentiement de l'activité à Mayotte

Après plusieurs années de forte croissance, Mayotte a connu en 2009 un ralentissement sensible de son activité : diminution du nombre d'offres d'emploi enregistrées, baisse de la consommation des ménages, recul de l'activité et de l'investissement des entreprises.

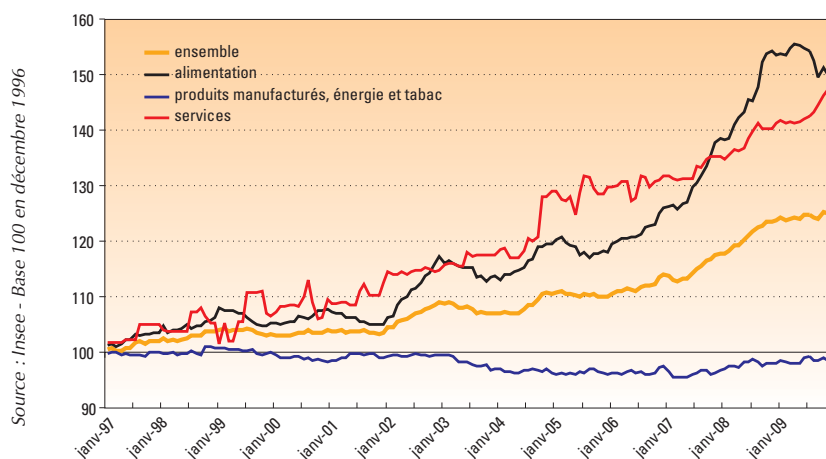
Une inflation mesurée, mais une consommation des ménages en net repli

Après trois années durant lesquelles l'inflation constatée à Mayotte était nettement supérieure aux valeurs observées pour la France entière, la hausse des prix retrouve fin 2009 le niveau national. Elle s'établit à 1 % en glissement annuel, contre plus de 5 % en 2008. La baisse des prix de l'énergie (- 4,7 %) et des produits alimentaires et bois-

sons (- 2,5 %) est à l'origine du ralentissement de l'inflation. Les prix des produits manufacturés (+ 1,0 %), des services aux ménages (+ 4,8 %) et du tabac (+ 14 %) ont en revanche continué à progresser.

La revalorisation du Smig au 1^{er} juillet 2009 (+ 8 % pour le Smig brut), dans ce contexte d'inflation maîtrisée, n'a pas eu l'effet d'entraînement escompté sur la consommation des ménages. Les importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles se sont nettement tassées, tout comme les ventes de véhicules neufs, signe de l'attentisme des ménages. Seules les importations de produits alimentaires, et notamment de riz, ont progressé en valeur, malgré la baisse des prix observée. Les ménages ont cependant continué à investir, et l'encours de crédits à l'habitat a progressé de 8,7 % en glissement annuel.

Évolution des prix par grands postes depuis 1997





Ralentissement de l'activité et de l'investissement des entreprises

Les entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'ledom font état d'une baisse de leur activité depuis le second semestre 2008. Elle s'est accompagnée d'une réduction des effectifs employés et d'une dégradation sensible des situations de trésorerie liée en grande partie à l'allongement continu des délais de paiement. Dans le secteur de la construction notamment, les chefs d'entreprises s'inquiètent de l'absence ou du lancement tardif des gros projets de chantiers publics, alors que les besoins à Mayotte sont toujours aussi importants (assainissement, infrastructures, réfection des voiries...). ■

Matthieu MORANDO
Insee Mayotte

sur la base de la synthèse du rapport annuel de l'ledom "Mayotte en 2009".

La transformation statutaire de Mayotte

Le "oui" massif (à 95,2 %) des Mahorais lors de la consultation sur la départementalisation du 29 mars 2009 restera l'événement majeur de l'année 2009 sur le plan institutionnel. La transformation de Mayotte en une collectivité unique régie par l'article 73 de la Constitution, et exerçant les compétences dévolues aux départements et régions d'Outre-mer, va accélérer le processus de convergence vers le droit commun et conduire à des évolutions majeures et profondes sur les plans institutionnel, économique, politique, environnemental... L'évolution statutaire engagée nécessite notamment un alignement progressif du système législatif et réglementaire sur le droit commun, initié dès le début 2008 par la mise en place de

l'"identité législative". Les modalités et le calendrier de cet alignement ont été précisés par le "Pacte pour la départementalisation", proposé à l'ensemble des foyers mahorais à la veille de la consultation. L'alignement sur le droit commun va permettre aux mahorais d'accéder à de nouveaux droits (mise en place progressive ou revalorisation de prestations sociales), mais implique aussi de nouvelles obligations (mise en place d'impôts locaux notamment). Par ailleurs, l'égalité homme/femme sera établie comme futur principe juridique de base, ce qui implique notamment la suppression de la polygamie pour les mariages à venir et le relèvement à 18 ans de l'âge légal minimum pour le mariage des femmes.